

## **A propos des identifications nationale et européenne : retour sur le caractère politique de leur antagonisme**

Version avant travail de l'éditeur et parue dans in O. Beaud, A. Lechevalier, I. Pernice et S. Strudel dir., *L'Europe en voie de constitution*, p. 682-698, Editions Bruylant, 2004

Sophie Duchesne

Chargée de recherches au CNRS, Maison Française d'Oxford et membre du Department of Politics, Université d'Oxford

Adresse : Department of Politics and International Relations,  
University of Oxford,  
George street  
Oxford OX1 2RL  
United Kingdom

Tel. 00441865288565

Email : [sophie.duchesne-guilluy@nuffield.ox.ac.uk](mailto:sophie.duchesne-guilluy@nuffield.ox.ac.uk)

## **A propos des identifications nationale et européenne : retour sur le caractère politique de leur antagonisme<sup>1</sup>**

On peut aborder de différentes manières la question de la nature prévisible et souhaitable de la communauté politique que la Convention européenne aurait pu mettre en œuvre. On peut s'interroger en termes juridiques/institutionnels et normatifs, sur les types de pratiques politiques auxquelles ce texte aurait pu donner lieu, sur l'adéquation entre ces pratiques et les attentes que l'on a de l'Europe. Comme sociologue, c'est sur l'adéquation de ce projet institutionnel avec la nature des relations que les citoyens entretiennent avec l'Union européenne que je voudrais m'arrêter. Les institutions démocratiques de masse telles qu'elles ont été développées dans le cadre des Etats-Nations supposent, pour fonctionner, un certain degré d'attachement des citoyens à leur égard, lequel a pris la forme de ce qu'on appelle couramment « l'identité » ou le « sentiment » national, et que pour ma part je désignerai par identification à la nation<sup>2</sup>. Travailler à un projet de constitution européenne construite en prolongement des constitutions nationales supposait donc de miser sur le développement d'une forme d'identification de ses citoyens à l'Europe qui vienne, sinon se substituer, du moins conforter les identifications nationales. Sauf à espérer de ce projet institutionnel autre chose, les prémisses d'une forme nouvelle d'organisation politique, d'une autre forme de structuration de la – ou des – communautés politiques démocratiques qu'elle abrite, qu'il reste à inventer<sup>3</sup>. C'est alors sans doute une autre forme de relation des citoyens à l'Europe, débarrassée de l'exclusive caractéristique des identifications nationales, sur laquelle il faudrait compter pour rendre viables les institutions.

A défaut d'être capable de prédire l'avenir, on peut toujours regarder ce qu'il en aujourd'hui : à quoi ressemble le sentiment d'appartenance à l'Europe qui s'est développé jusqu'ici ? A

---

<sup>1</sup> Ce texte prolonge des travaux entrepris avec André-Paul Frogner et mobilise des analyses statistiques réalisées par Jonathan Lagier et Jeremiah Juts, élèves de l'ENSAE, dans le cadre d'un stage fait à la Maison Française d'Oxford, été 2003. Je remercie aussi Jonathan Lagier des remarques qu'il a faites sur la version du texte présenté au colloque.

<sup>2</sup> Pour une justification de cette notion voir DUCHESNE, Sophie & SCHERRER, Vanessa, « L'identité politique comme force de combinaison et de conflictualisation des appartenances sociales : justification théorique d'une définition empirique », texte à paraître dans les actes du colloque *Identité(s)*, Poitiers, janvier 2002, disponible en ligne sur le site <http://www.mfo.ac.uk> (recherche/chercheurs CNRS/Sophie Duchesne)

<sup>3</sup> Voir par exemple Nicolaidis, Kalypso, « Our European Democracy. Is this Constitution a Third way to Europe ? » in Nicolaidis Kalypso and Weatherhill, Stephen, *WHOSE EUROPE? National Models and the Constitution of the European Union*, Papers of a Multi-Disciplinary cConference held in Oxford in April 2003, <http://users.ox.ac.uk/~ssfc0041/whoseeurope.pdf>

quelle source emprunte-il ? De quelle nature tend-il à être : plutôt exclusif et rigide, mais cohésif<sup>4</sup>, comme tend à l'être le sentiment national ? Ou plutôt flexible et ouvert, comme certains l'espèrent d'un attachement construit pour dépasser l'Etat-nation et ses pulsions xénophobes ? Autrement dit, quel est le ressort du sentiment d'appartenance à l'Europe<sup>5</sup> qu'on a vu se développer ces dernières années : une identification conservatrice, au secours des nations européennes prises dans la tourmente de la mondialisation ; ou bien l'ouverture de l'écrin national, la poursuite de la dynamique de « mobilisation cognitive » mise en évidence dans les années 60 par Inglehart ?

### **Les deux dimensions de l'identification à l'Europe : une démonstration complémentaire**

Dans des analyses antérieures<sup>6</sup>, André-Paul Frogner et moi avons travaillé sur la nature des relations qu'entretiennent l'identification à l'Europe et l'identification nationale. Cette relation est évidemment très directement dépendante des variables qui sont construites pour mesurer chacune de ces identifications. Mais nous avons pu montrer que par delà les changements d'indicateurs, on observe une évolution récurrente de cette relation telle que l'antagonisme entre se sentir européen et se sentir fier de sa nation augmente toujours dans les contextes de débat public autour de l'Europe (campagnes pour les élections européennes et référendums sur l'Europe) et diminue quand on s'en éloigne. Nous avons interprété cette évolution régulière de la relation entre les mesures de l'identification à la nation et à l'Europe comme la conséquence de la bidimensionnalité des identifications territoriales dans le cas de territoires emboîtés. Selon nous, l'identification au groupe associé à un territoire combine (au moins) deux éléments. Elle met en jeu une disposition à l'appartenance, qui manifeste la

---

<sup>4</sup> Sachant que, comme l'a bien montré Jean Leca, un des principaux défis auxquels doivent répondre les systèmes politiques démocratiques contemporains est bien la conciliation de l'inclusion, liée au naturalisme de la communauté politique, et de la cohésion, qui a trait à l'artificialisme. In LECA, Jean, « La citoyenneté entre la nation et la société civile » in COLAS Dominique et alii, *Citoyenneté et Nationalité. Perspectives en France et au Québec*, Paris : PUF, 1991.

<sup>5</sup> Et ce, par delà la question de l'évaluation du niveau, de la force ou de la rapidité de développement de ce sentiment, qui fait l'objet de nombreux travaux. Cf. sur ce sujet la contribution synthétique de Bruno Cautrès dans ce même volume.

<sup>6</sup> Cf. DUCHESNE, Sophie & FROGNIER, André-Paul : « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *RFSP*, 52(4), août 2002 ; et

DUCHESNE, Sophie & FROGNIER, André-Paul : « On The Political And Sociological Development Processes Of The Commitment To Europe », 2003, à paraître, consultable sur le site <http://www.mfo.ac.uk/> à recherche/chercheurs CNRS/Sophie Duchesne.

propension des acteurs à se considérer subjectivement comme membres des groupes auxquels ils appartiennent objectivement. Cette disposition, comme l'a bien montré Norbert Elias, est sociologiquement déterminée et tend, sur le long terme, à s'affaiblir<sup>7</sup>. Nous l'avons donc désignée comme la dimension « sociologique » de l'identification territoriale. Sur cette dimension, les identifications à la nation et à l'Europe sont dans un rapport cumulatif : plus quelqu'un s'identifie à sa nation – manifestant ainsi une forte disposition à l'appartenance – plus il a de chance de s'identifier à l'Europe.

Mais l'identification territoriale met en jeu notamment une autre dimension<sup>8</sup>, que nous avons, elle qualifiée provisoirement de « politique » : le choix entre différentes communautés politiques dont la légitimité peut être mise en concurrence. L'effet contradictoire de ces deux dimensions de l'identification à la nation et à l'Europe – l'une tendanciellement cumulative, l'autre éventuellement exclusive – se traduit par une relation statistique dont le sens peut changer suivant les indicateurs utilisés, mais qui manifeste toujours cette tendance à devenir plus négative en période de débat politique institutionnalisé sur l'Europe, lorsque la dimension de conflit des communautés politiques légitimes est activée. Le reste du temps, cette relation est moins significative, car la tendance au cumul des appartenances inscrite dans la logique sociologique de l'identification est moins fortement contrée par la dimension conflictuelle.

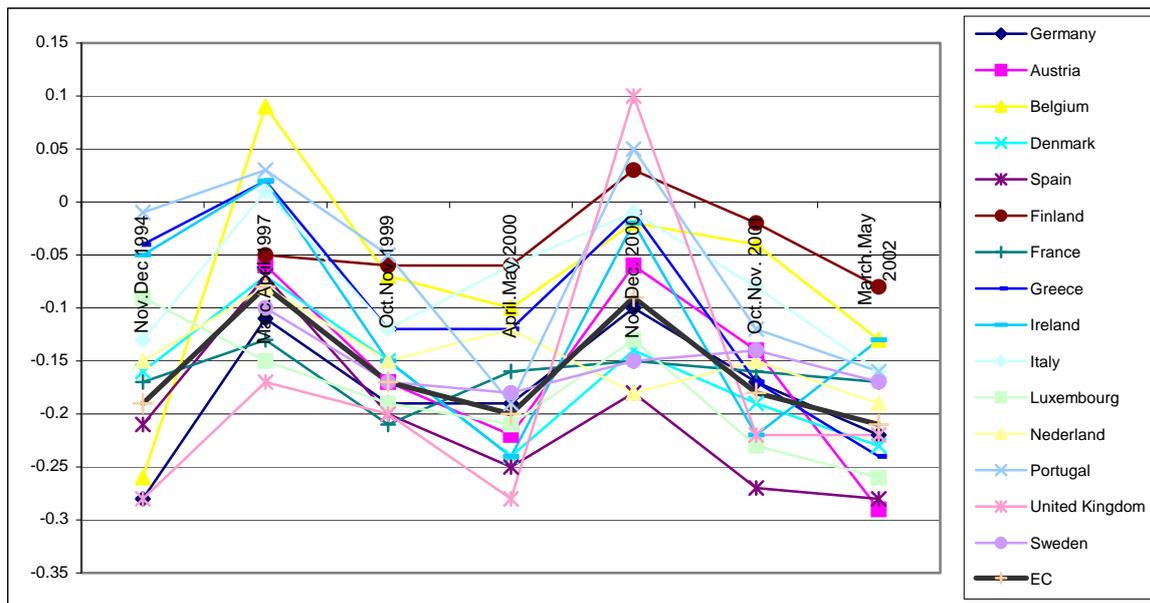
Dans les développements qui vont suivre, nous avons utilisé les indicateurs disponibles dans les données Eurobaromètre, à savoir pour l'identification avec la nation, une question sur la fierté nationale. Et pour l'identification européenne, une question que les habitués de ces données désignent comme la « Moreno », du nom du rédacteur de la question qui lui sert de modèle. Elle est formulée ainsi : « Dans un futur proche, est-ce que vous vous imaginez comme français seulement, comme européen et français, comme un français et un européen ou comme européen seulement ? »

---

<sup>7</sup> ELIAS, Norbert, *La société des individus*, Paris : Librairie Arthème Fayard (Ed. Originale : *Die Gesellschaft der Individuen*, 1987), 1991. Voir plus largement, tous les travaux portant sur l'individualisme croissant dans les sociétés modernes : DUMONT, Louis, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Le Seuil, 1983 ; ou , GIDDENS, Anthony, *Modernity and Self-Identity*, Stanford (California): Stanford University Press, 1991 ; ou encore ELSTER, Jon, *The Multiple Self. Studies in Rationality and Social Change*, Cambridge University Press & Maison des Sciences de l'Homme (First published 1986), 2000, par ex.

<sup>8</sup> Et d'autres encore, certainement, de type cognitif par exemple : l'identification suppose également la conscience de l'existence d'une communauté d'identification potentielle. Cette dimension joue un rôle important dans l'identification à l'Europe, comme le montre bien la structure très forte des déterminants sociaux qui pèsent sur elle.

Graphique 1 : Évolution des corrélations (Tau-B de Kendall) entre les mesures d'identification à la nation et à l'Europe par pays



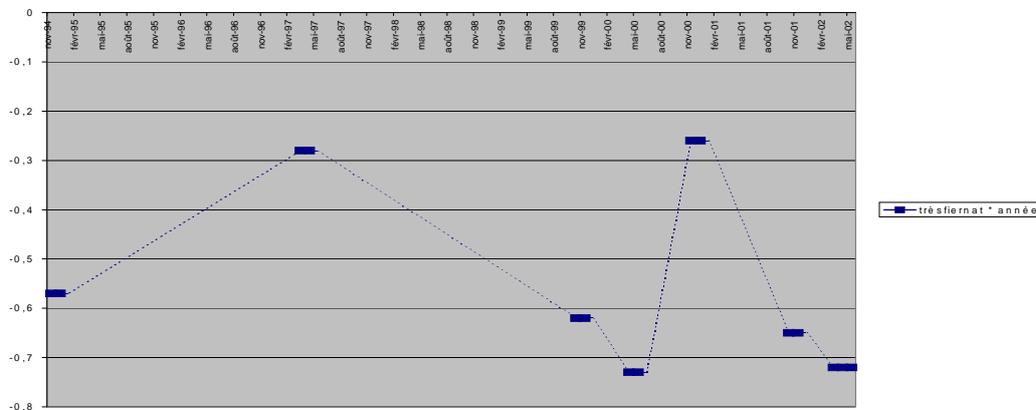
Jonathan Lagier et Jeremiah Juts, élèves de l'école nationale française de statistique (ENSAE) ont affiné cette démonstration avec des analyses statistiques plus sophistiquées. Ils ont construit un modèle de régression destiné à expliquer la variable d'identification à l'Europe à partir des variables suivantes : l'âge, le pays, le genre, le niveau d'études, l'auto positionnement politique gauche-droite, la catégorie socio professionnelle, l'avis sur l'appartenance de son pays à la CE, la fierté nationale, ainsi que les indicatrices des années concernées, de façon à éliminer l'effet du niveau conjoncturel du niveau de la question « Moreno ». Ce modèle confirme clairement l'existence de cette variation récurrente de l'influence de la fierté nationale sur l'identification à l'Europe. Les coefficients de régression de la modalité « très fier » de sa nation<sup>9</sup> décrivent une courbe en forme de « M » très semblable à celle que faisait apparaître l'analyse des corrélations : très négatifs en période d'élection européenne (ou d'introduction de l'euro) et significativement moins forts le reste du temps.

L'analyse qu'ils ont effectuée par groupes de pays (les effectifs ne permettant pas d'aller plus loin dans l'analyse par pays) montre par ailleurs que si le cycle de l'influence négative de l'identification à la nation sur l'identification à l'Europe se conserve dans tous les cas, il s'établit à un niveau tendancielle plus faible pour les pays de l'Europe des six et

<sup>9</sup> Sachant que la modalité « très fier » rassemble sur l'ensemble de la période étudiée entre 35 et 50% des réponses.

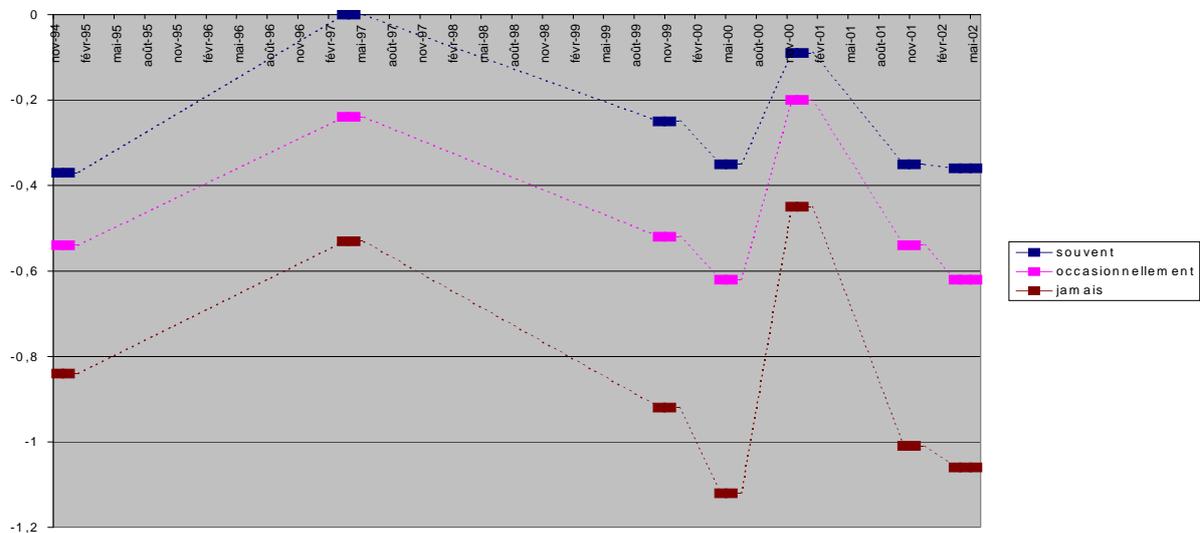
beaucoup plus fort pour les Iles Britanniques (les autres pays étant en situation intermédiaire). Pour les pays de l'Europe des six, on confirme bien qu'à distance des débats sur la Communauté – en 1997 et automne 2000 tout du moins, dates pour lesquelles les enquêtes contiennent nos indicateurs – être très fier de son pays ne constitue en rien un handicap pour se sentir Européen (le coefficient de régression n'est pas significativement différent de zéro), alors que c'en est toujours un au Royaume-Uni et l'Irlande.

Graphique 2 : Évolution du coefficient correspondant à l'indicateur de la modalité "très fier" de la variable fierté nationale, dans la régression de la variable d'identification à l'Europe (dite « Moreno »)



Enfin, l'analyse de Jeremiah Juts et Jonathan Lagier montre de façon très intéressante que la variable qui maximise les différences dans le niveau d'influence de la fierté nationale sur l'identification est la politisation, surtout lorsqu'elle est mesurée par la fréquence des discussions politiques. Le cycle de l'identification reste effectif quel que soit le groupe, qu'il s'agisse de ceux qui discutent souvent, parfois ou jamais de politique, mais la variation est d'autant plus marquée que le groupe est moins politisé, et l'influence négative est d'autant moins forte qu'il est politisé. On observe d'ailleurs un effet similaire si on segmente l'échantillon par le niveau d'études : dans tous les cas, on retrouve le même cycle d'évolution des coefficients de régression, très négatifs en période de débat public sur l'Europe, beaucoup moins le reste du temps. Mais le niveau moyen des coefficients est beaucoup plus négatif dans le cas des personnes ayant arrêté leurs études de bonne heure que pour celles qui ont fait des études supérieures tandis que le cycle est beaucoup plus net, plus accentué, pour les premières que pour les secondes.

Graphique 3 : Évolution du coefficient correspondant à l'indicateur de la modalité "très fier" de la variable fierté nationale, dans la régression de la variable d'identification à l'Europe (dite « Moreno »), et ce en fonction de la fréquence des discussions politiques.



Ce résultat peut donc sembler contredire la thèse qu'André-Paul Frogner et moi défendons depuis plusieurs années : dans un texte paru dans la Revue française de science politique, nous concluons en évoquant « les logiques politiques – qui sont celles de la concurrence plus que de la complémentarité des territoires de la citoyenneté »<sup>10</sup>. Et de fait, mes premières hypothèses allaient dans le sens d'une tendance plus forte à l'opposition des deux identifications chez les politisés par rapport aux autres<sup>11</sup>. Il me paraît donc nécessaire de revenir sinon sur la thèse de la bi dimensionalité des identifications à la nation et à l'Europe, confortée par ces analyses, du moins sur la caractérisation politique de la dimension concurrentielle.

### Retour sur le caractère politique de l'antagonisme entre identifications nationale et européenne. Quelques précisions

<sup>10</sup> « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », op. cit., p. 370

<sup>11</sup> Au début du stage de J.Juts et J.Lagier, j'avais formulé les hypothèses à vérifier de la façon suivante : « Dans le groupe des intéressés à la politique, la relation entre les variables [fierté nationale et identification à l'Europe] devrait être tendanciellement significativement négative, avec une variation, significative elle aussi, suivant l'orientation politique. Par contre, on devrait observer peu de variation dans le temps de la relation. Du côté des non-intéressés, c'est une relation significativement positive qui devrait être la norme (...). Et dans ce second groupe, la variation temporelle due à une exposition renforcée au débat public sur l'Europe serait au contraire plus nette. » Seule la partie sur la variabilité différentielle s'est trouvée vérifiée.

Jonathan Lagier et Jeremiah Juts proposent d'interpréter leurs résultats à l'aide de la notion d'influçabilité : ce sont les individus dont les opinions à l'égard de l'Europe sont les moins constituées dont la disposition à s'identifier avec l'Europe serait la plus sensible aux discours nationalistes anti-européens, puisque c'est sur eux que repose l'essentiel de la variabilité de la relation entre identifications nationales et Européennes. Cette hypothèse est d'autant plus plausible qu'ils observent le même phénomène de sur-variabilité et de niveau général plus fort (en négatif) des coefficients de régression quand ils scindent l'échantillon sur un critère de niveau d'études et de connaissances de l'Europe. Mais la disposition à se laisser influencer contribue à expliquer la variabilité de la relation entre fierté nationale et identification à l'Europe plus qu'elle ne permet de caractériser la deuxième dimension de cette identification, que nous avons jusqu'ici désignée par « politique ».

Pour ce faire, il nous faudrait pouvoir dissocier les deux dimensions. Or la question posée depuis 1994 dans les Eurobaromètres pour mesurer le développement de l'identification à l'Europe ne nous est pas d'une grande utilité ici puisqu'elle est construite exclusivement sur la notion d'opposition ou de compétition entre les deux niveaux. Il est en effet impossible, en réponse à cette question, d'indiquer qu'on se sent autant national qu'Européen... Par contre, depuis l'automne 2000, la question sur la fierté nationale est accompagnée d'une question sur la fierté européenne. Le croisement de ces deux questions devrait permettre de construire un indicateur du cumul et de l'exclusivité entre les deux identifications permettant donc, a priori, de distinguer les deux dimensions qui nous intéressent.

Le croisement des deux variables produit une variable à 16 modalités – dont certaines presque vides – qu'il va s'agir de regrouper. On notera d'ores et déjà que ce croisement conduit à une évaluation de la relation entre les identifications nationale et Européenne assez différente de la variable que nous avons l'habitude d'utiliser. À l'automne 2000, alors que la question dite « Moreno »<sup>12</sup> enregistre 42.4 % de répondants qui disent s'imaginer seulement comme nationaux, on compte 19.6 % de répondants seulement qui se disent fiers de leur nation et non d'être Européen. Surtout, on décompte 54.6 % de répondants qui se déclarent aussi fiers – ou aussi peu fiers – de leur nationalité que d'être européen, que l'ancienne variable, on l'a vu, ne permet pas de repérer.

Le codage le plus mécanique aurait consisté à regrouper les modalités en ne tenant compte que de la dichotomie fier/pas fier<sup>13</sup>. Outre que cette solution aurait conduit à créer une

---

<sup>12</sup> Du nom du chercheur qui en a inventé la formulation, il est vrai dans un contexte différent, puisqu'il s'agissait d'appréhender les nationalisme régionaux, du dit catalan ou nord-irlandais.

<sup>13</sup> Ce codage aurait donné la répartition suivante :

variable dont une seule modalité (être assez fier de sa nation et assez d'être Européen) rassemble deux-tiers des réponses, l'étude des croisements entre les 16 modalités des deux fiertés et les principales variables socio démographique suggère de préférer un autre codage : alors qu'avec la dichotomie fier/pas fier, les différentes modalités créées n'entretiennent aucune relation significative avec les variables explicatives habituelles, l'autre codage, qui met en œuvre la question de la supériorité d'un niveau d'identification sur l'autre créée des modalités qui elles, entretiennent avec les caractéristiques socio biographiques des relations significatives. (cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Croisement des variables fierté nationale et européenne (2000)

		Fierté Européenne			
		Très fier	Assez fier	Pas très fier	Pas fier du tout
Fierté nationale	Très fier	<b>1</b> (15%)	<b>2</b>		
	Assez fier		<b>1</b> (32%)	(38%)	
	Pas très fier	<b>3</b>		<b>4</b>	
	Pas fier du tout	(6%)		(9%)	

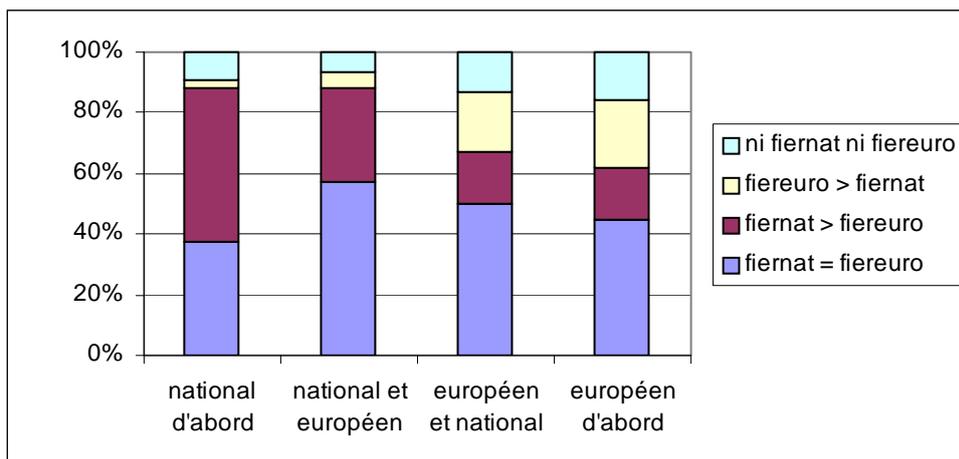
N= 14536, valeurs manquantes 9.5%

Ce codage met en évidence le point suivant : dans un ensemble de données caractérisées par le cumul des identifications (les répondants qui ne se disent fiers que d'un des deux niveaux, nation ou Europe, représentent en 2000 moins de 23 % de l'échantillon), la principale ligne de différenciation passe entre ceux qui hiérarchisent ces deux niveaux et ceux qui ne le font pas. Il s'agit donc moins de choisir entre deux appartenances que de les ranger par préférence, une préférence qui ne sera activée que si les circonstances – qui peuvent prendre la forme d'une question de sondage, surtout dans un contexte de campagne électorale européenne - l'exigent.

		Fierté Européenne			
		Très fier	Assez fier	Pas très fier	Pas fier du tout
Fierté nationale	Très fier	15%	18%	6%	3%
	Assez fier	2%	32%	8%	2%
	Pas très fier	1%	2%	5%	1%
	Pas fier du tout	0%	1%	1%	2%

La différence entre ces deux façons d'exprimer ce que nous avons jusqu'ici considéré comme étant la dimension politique de l'identification territoriale – ordre de préférence plutôt que choix – se traduit par la relation brouillée qui existe entre la variable qui vient d'être créée et l'ancien indicateur d'identification à l'Europe (cf. graphique 4). Si le croisement ne produit pas de résultat aberrant<sup>14</sup>, les réponses sont loin de se recouper autant qu'on aurait pu s'y attendre. Faisons donc l'hypothèse que la variable nouvellement créée – qu'on désignera par « fierté nationale et/ou européenne – permet en partie de dissocier les effets de nos deux dimensions de l'identification, les modalités 1 et 4 renvoyant à la dimension dite « sociologique », et les modalités 2 et 3 à la dimension dite « politique ». En quoi permet-elle de mieux les caractériser ?

Graphique 4 : croisement entre identification dans le futur à la nation ou à l'Europe avec fiertés nationale et/ou européenne



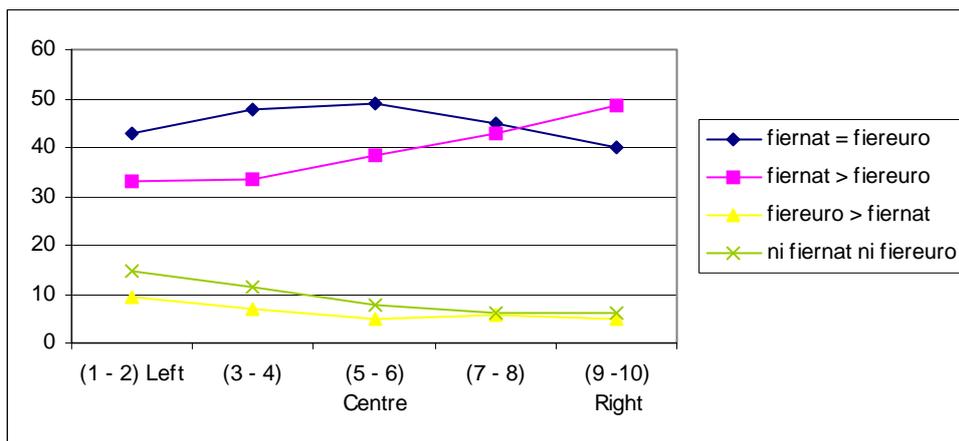
De fait, l'étude des déterminants sociodémographiques de cette variable est intéressante. Il se trouve en effet qu'elle est composée de deux variables – fierté nationale et fierté européenne – dont les propriétés socioculturelles et les opinions politiques des répondants sont le plus souvent inversées. Les interviewés qui se déclarent les plus fiers de leur nations tendent à être plus âgés, moins diplômés, à appartenir à des foyers plus nombreux et aux revenus plus faibles que la moyenne de l'échantillon. Ils tendent également à se positionner politiquement plus droite. Tandis que les répondants qui se disent les plus fiers d'être européens sont en moyenne plus jeunes, plus diplômés, vivent dans des foyers avec peu de personnes et des

<sup>14</sup> Ainsi, la part de ceux qui se disent plus fiers de leur nationalité que de l'Europe est plus importante chez ceux qui dans un futur proche s'imaginent seulement comme national que chez ceux qui s'imaginent plus national qu'Européen et plus encore, et que dans les autres catégories.

revenus plus importants, et se disent plus volontiers de gauche que le reste de l'échantillon. Difficile dès lors de prédire la structure des déterminations de la variable composée, pour autant qu'il y en ait une. Effectivement, il y en a une, très nette au demeurant, et qui se conserve sur les trois années d'enquête où on dispose des deux questions sur la fierté. Ceux qui se déclarent aussi fier de leur nation que de l'Europe tendent à avoir des caractéristiques similaires aux personnes très fières d'être européennes<sup>15</sup>, tandis que ceux qui se disent plus fiers de leur nationalité que d'être européen ressemblent en moyenne plutôt à ceux qui se disent fiers d'être national – tout cela restant affaire de probabilité. A deux exceptions près.

Dans le cas du nombre de personnes vivant au foyer, les deux items exprimant une préférence semblent indéterminés, tandis que les deux items désignant par hypothèse la dimension « sociologique » se différencient assez nettement : les interviewés qui se déclarent fiers de leur nationalité et de l'Europe tendent à être membres de familles nombreuses alors que ceux qui ne se disent fiers ni de l'un ni de l'autre sont plus souvent des personnes seules ou vivant dans des familles nucléaires. Ce résultat est très cohérent avec ce que l'on peut observer au niveau qualitatif en matière de propriétés sociales du holisme et de l'individualisme : c'est pour l'essentiel l'opposition entre intégration familiale et sociale d'un côté, mobilité géographique de l'autre, qui crée la différence. Elle est bien liée à la taille du foyer.

Graphique 5 : fiertés nationale et/ou européenne en fonction de l'auto positionnement sur l'axe gauche-droite (données 2000)



<sup>15</sup> C'est aussi assez largement le cas des deux catégories plus fier de l'Europe que de sa nation et fier ni de l'un ni de l'autre, mais les effectifs sont faibles ce qui rend le commentaire un peu hasardeux.

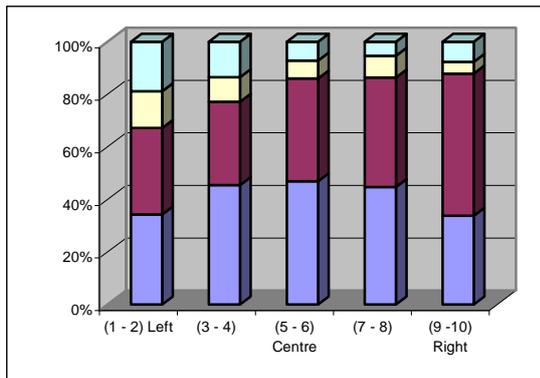
L'autre exception concerne l'auto positionnement sur l'axe gauche droite. Là, ceux qui se disent aussi fier de leur nationalité que de l'Europe sont plus nombreux à se positionner sur les catégories du centre, tandis que ceux qui se sentent plus fiers de leur nation sont plus nombreux à se placer à droite, et les autres à gauche.

On retrouve enfin avec cette variable trace de l'effet observé par J. Juts & J. Lagier à propos de la fréquence des discussions politiques. En soi, discuter souvent, occasionnellement ou jamais de politique n'a qu'un effet limité sur la fierté nationale et/ou européenne, sinon que ceux qui préfèrent leur nation discutent relativement moins souvent et ceux qui préfèrent l'Europe, ou ne sont fiers ni de l'un ni de l'autre, discutent plutôt plus souvent. Mais les différences sont moins importantes que celles qu'on observe sur les variables évoquées jusqu'ici. Par contre, la variable discussion scinde l'échantillon en trois groupes pour lesquels la relation entre fiertés nationales et/ou européenne et orientation gauche-droite est assez différente, du moins en 2000 et 2001. Chez ceux qui discutent souvent de politique, la différence entre les relations que les différents items de la variable fiertés composées entretiennent avec l'orientation politique est forte : l'item « fierté nationale = fierté européenne » semble totalement indépendant de l'orientation gauche-droite alors que les autres sont clairement orientés soit vers la droite (fierté nationale > fierté européenne) ou la gauche (les deux autres items). Cette structuration s'efface progressivement lorsqu'on observe les groupes qui discutent moins, ou jamais, de politique.

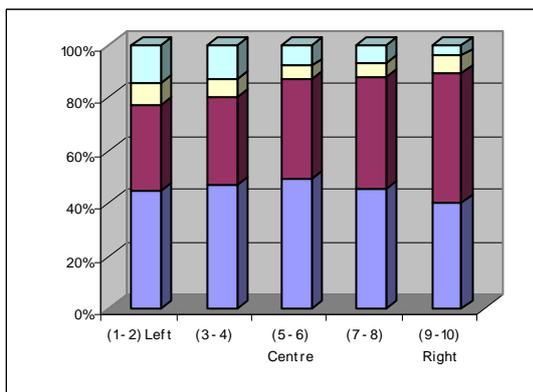
Mais l'on observe – et c'est là qu'on retrouve trace de l'effet observé par J. Juts & J. Lagier – qu'en 2002, c'est-à-dire alors que l'antagonisme entre identification à la nation et à l'Europe mesuré par l'analyse de régression est à son comble, la structuration politique gauche-droite du croisement des identifications prend de l'ampleur dans le groupe des moins politisés, « contaminant » si l'on peut dire même la catégorie « fierté nationale = fierté européenne », ordinaire neutre.

Graphique 6 : fiertés nationale et/ou européenne en fonction de l'auto positionnement sur l'axe gauche-droite (données 2000) suivant la fréquence des discussions politiques.

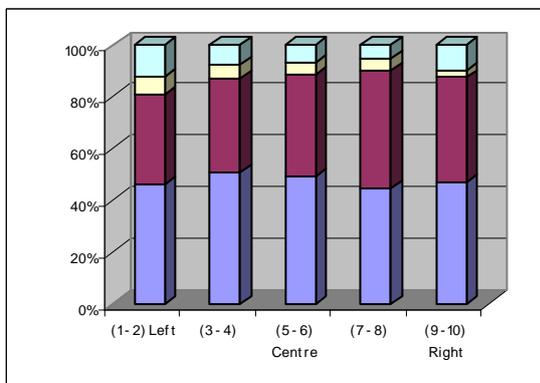
A. Discutent fréquemment de politique



B. Discutent occasionnellement de politique

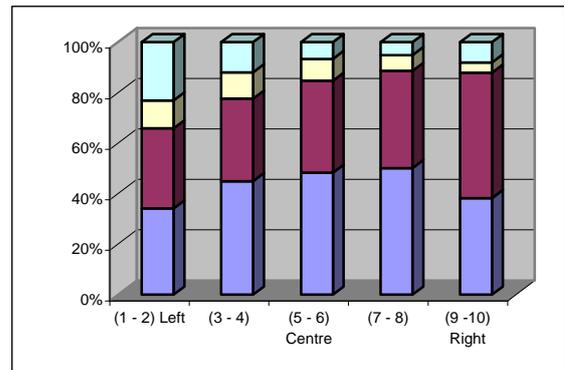


C. Ne discutent jamais de politique

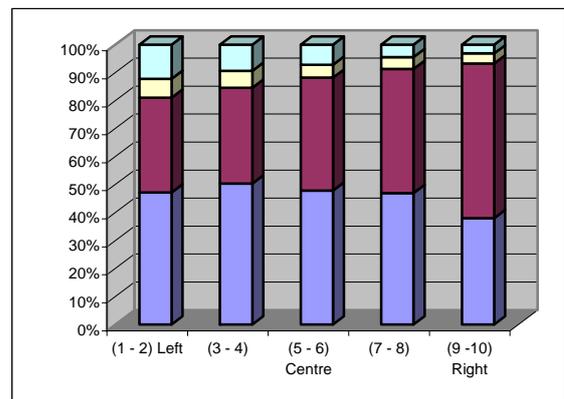


Graphique 7 : fiertés nationale et/ou européenne en fonction de l'auto positionnement sur l'axe gauche-droite (données 2002) suivant la fréquence des discussions politiques

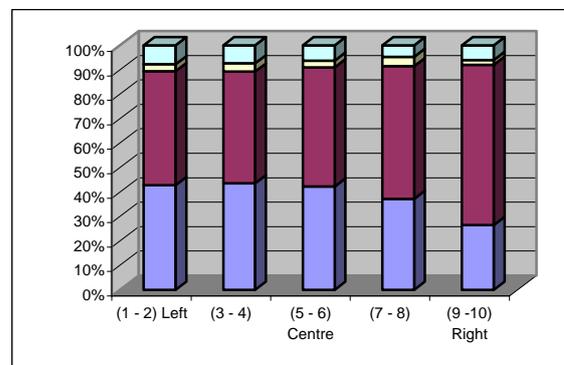
A. Discutent fréquemment de politique



B. Discutent occasionnellement de politique



C. Ne discutent jamais de politique



## Conclusion<sup>16</sup> :

Les analyses récentes menées par Jeremiah Juts et Jonathan Lagier sur les données Eurobaromètre ont confirmé, sur la base d'analyse statistiques sophistiquées, la thèse de la bi dimensionnalité des identifications à l'Europe et à la nation qu'André-Paul Frogner et moi défendons depuis plusieurs années. Mais elles ont dans le même temps mis en cause la façon dont nous avons interprété ce que nous désignons comme la dimension politique. L'étude approfondie du croisement entre les questions portant sur la fierté nationale et la fierté d'être européen montre que cette dimension met en jeu non pas la question du choix, mais celle de la hiérarchie des niveaux d'identification – hiérarchie que le terme de « préférence nationale » désigne, dans l'espace politique français, comme très fortement politiquement connotée. L'identification à un territoire désignant une communauté politique constituée – ou en constitution – est donc bien fondamentalement un processus non exclusif, au contraire. D'ailleurs Benedict Anderson a bien rendu compte de la façon dont cette identification procède d'abord et avant tout de la mise en récit d'une solidarité abstraite<sup>17</sup>. Ce travail de construction est un processus cognitif qui, une fois enclenché, est efficace à différents niveaux. Le travail politique de légitimation de chacun des niveaux peut venir contrecarrer cette tendance au cumul des identifications, mais il fonctionne à la préférence plus qu'à l'exclusive. Mieux, rien n'indique qu'il doive fonctionner ainsi : la légitimation peut s'asseoir au contraire sur la complémentarité et le renforcement des différents niveaux. Pour dire les choses en termes moins abstraits, nos données semblent bien montrer qu'il existe un fort potentiel de légitimation de l'Europe par complémentarité avec ses nations, et que cette légitimation ne conduirait pas nécessairement à construire une Europe exclusive. Ou, pour reprendre les termes utilisés par Jean Leca à l'ouverture du colloque, il est sociologiquement fondé de faire le pari du développement d'une citoyenneté européenne forte, nourrie de généalogie (propre donc à satisfaire le besoin de réponse à la question « d'où je viens ? ») sans recourir au spectre de ses ennemis. Une fois encore, c'est le principe de préférence qui introduit la fermeture de l'identification (et son caractère conservateur), laquelle est au contraire, « par nature » - si l'on peut dire, pour un processus qui renvoie à une construction de très longue haleine – un processus de projection de soi vers des solidarités

---

<sup>16</sup> Une autre conclusion serait de souligner le besoin urgent de données plus subtiles, à l'échelle européenne, sur les questions d'identité nationale. On attend avec impatience la levée de l'embargo sur les données 2002 de l'Eurobarometre, ainsi que les données de la prochaine enquête valeurs.

<sup>17</sup> ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres-New York, Verso, 1991.

abstraites. Plutôt qu'apprendre aux enfants une Europe abstraite, désincarnés<sup>18</sup>, on pourrait choisir de leur faire aimer le fruit de longs siècles de dépassements des solidarités les plus étroites, en ancrant cette identification dans le récit, charnel, vivant, des douleurs partagées. Loin de fermer leur horizon, cet éloignement renouvelé des frontières n'a pas moins de chance, dans l'état actuel des connaissances sociologiques, de leur ouvrir la voie d'une identification à l'humanité que l'individualisme radical porté par les valeurs qui leurs sont proposées en guise de projet européen.

Je dirai pour finir que j'ai bien conscience ici du caractère très "français" de cette conclusion, qui n'est pas sans rappeler les mots de Renan : « Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie, et qu'on transmet. »<sup>19</sup> Sinon que ce qu'à mon sens la sociologie nous enseigne, c'est que ce processus de transmission est irrémédiablement, et malgré les apparences, tourné vers un élargissement permanent des peuples qu'il implique.

---

<sup>18</sup> Comme cela est en train de se faire si on en croit l'enquête menée par Yasmin Soysal sur les manuels d'histoire et éducation civique d'Allemagne, France et Royaume-Uni. Cf. SOYSAL, Yasemin, "Locating Europe", *European Society*, 4(3), 2002, p. 265-284

<sup>19</sup> RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, Paris, Presses Pocket [1882], 1991.